

16 Jours d'activisme MARIJÀN et NÈGÈS MAWON mobilisées contre les violences faites aux femmes.

NOUS, féministes haïtiennes, restons debout et continuons de nous battre contre toutes les formes de violences que les femmes subissent dans notre pays et partout dans le monde.

Ce 25 novembre 2021, ramène la commémoration de la Journée Internationale pour l'Élimination des Violences faites aux Femmes. Elle débute aussi, les 16 jours d'activisme qui mobiliseront des millions de personnes, d'organisations et d'institutions autour de ce fléau. Cette campagne est l'occasion de continuer les réflexions, d'informer, de sensibiliser et de rappeler à la population qu'il est impératif de continuer à poser des actions concrètes pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

En juin 2021, les féministes haïtiennes lançaient un cri d'alerte au monde : **NOUS MOURRONS ICI**. Cet appel à la solidarité féministe internationale dénonçait la destruction systématique des vies humaines dans notre pays et spécifiquement celles des femmes et des filles qui sont toujours les plus vulnérables en temps de crise et de conflit. Cet appel signé par plus de 200 organisations et personnalités partout dans le monde rappelait que la lutte des féministes haïtiennes s'articule autour des revendications de la population qui exige le droit de vivre en dignité et en droit. Force est de constater que depuis cet appel, les droits des femmes et des filles continuent d'être bafoués et que les violences qu'elles subissent ne font que croître.

Les femmes haïtiennes continuent de faire face à diverses formes de violences dans leurs foyers et environnements proches de manière individuelle. Cette année seulement, du mois de janvier au mois de novembre, plus d'une dizaine de féminicides ont été répertoriés au pays. La violence genrée continue de mettre en danger la vie des femmes et des filles car l'ampleur des violences conjugales, physiques, sexuelles, économiques et psychologiques prises en charge au sein des organisations de femmes est alarmante. Au-delà de la sphère privée, elles confrontent aussi de manière collective les violences résultant de la crise politique, sociale, sécuritaire et économique que connaît le pays.

Des dizaines de milliers de femmes et de filles sont aujourd'hui déplacées depuis la guerre des gangs dans de nombreux quartiers et villes du pays. Elles subissent quotidiennement des violences surtout dans ce contexte d'insécurité généralisée et beaucoup sont assassinées. Nous avons assisté avec horreur et indignation au traitement infligé aux femmes et filles haïtiennes migrantes, à Del Rio, au Texas. Plus près de nous en République Dominicaine, des femmes enceintes et d'autres ayant à peine accouché ont été victimes d'actes barbares, sans aucune considération pour les traités et conventions internationaux signés par ces pays.

Encore plus aujourd'hui avec l'aggravation de la crise en Haïti, les femmes n'ont accès à aucun service qui leur est dû : santé, éducation, justice, sécurité, loisirs et emploi. Dans le contexte de la Journée Internationale pour l'Élimination des violences envers les Femmes, il faut surtout souligner l'absence totale de justice et réparation pour les femmes survivantes de violences qui peinent à se reconstruire. Ces faits constituent des violences systémiques, institutionnelles et collectives. Les féministes haïtiennes sont donc encore et toujours à l'avant-garde des luttes contre le patriarcat, la corruption, la mauvaise gouvernance, l'impunité qui favorisent et amplifient les violences envers les femmes.

MARIJÀN et NÈGÈS MAWON continuent de jouer leur rôle en offrant assistance et accompagnement aux femmes et filles survivantes de violence, intensifiant les plaidoyers, éduquant et sensibilisant sur les violences faites aux femmes. Cependant, nous appelons toujours à des actions profondes, pérennes et d'ordre structurel :

- des politiques publiques pour permettre de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes ;
- une volonté politique et des actions réelles pour venir à bout de la mauvaise gouvernance, de la corruption, de l'impunité et de l'affaiblissement de l'État ;
- du financement considérable pour les institutions étatiques et de la société civile pour combattre ce fléau en faisant de la prévention, de la surveillance, de l'éducation, de la protection, de l'accompagnement, la collecte de données ;
- un Ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes qui ne soit pas un outil de propagande mais remplisse son rôle pour engager l'État dans des politiques, des actions structurantes en matière de droits des femmes.

Engagez-vous avec nous pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.

Port-au-Prince, le 25 novembre 2021

Pour authentification : Nathalie E. VILGRAIN, Coordinatrice Générale de MARIJÀN, Contact : contact.marijan@gmail.com +509 47164984

SIGNATAIRES :

NÈGÈS MAWON



MARIJÀN

